

L'impératif de sortir de l'impasse



EXIGEZ VOTRE SUPPLÉMENT

LA FONCTION

Le coup d'envoi

Le gouvernement se fixe le calendrier des élections de 2014. Les pourparlers ne...



Le 23 février

... est que les élections ont pas très longtemps qu'elles ont pas une quin-

... ajoute : «Les élections d'aujourd'hui sont de 2014. L'ambition d'entrer en fonction le gouvernement de 2014 s'entend sur les points qui touche-

ront les années 2015 et 2016». A la question de savoir pourquoi les majorations n'iront pas jusqu'en 2017 (soit trois ans) comme l'a proposé le gouvernement, notre source indique : «Au sein du bureau exécutif de l'Uggt, nous ne voulons pas prendre de décisions à la place de la future direction de la Centrale ouvrière qui sera issue du prochain congrès national prévu pour fin 2016».

EXCLUSIF

page 4

ENTRETIEN AVEC PAOLO GENTILONI, CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE

Pour l'Italie, la Tunisie

est un partenaire stratégique

En visite officielle en Tunisie, M. Paolo Gentiloni, ministre italien des Affaires étrangères, a réaffirmé l'engagement ferme de l'Italie à appuyer le processus de transition démocratique en Tunisie et le raffermissement des relations bilatérales à tous les niveaux. Pour le chef de la diplomatie italienne, la crise libyenne est une pièce cruciale des enjeux de stabilisation politique et de réforme dans toute la région méditerranéenne, et même au-delà. Ce qui se passe en Libye a des effets profonds des deux côtés de la Méditerranée. Cette



crise est à un tournant critique, caractérisée par une volatilité extrême, pour les aspects de sécurité et pour le processus de dialogue politique Interview.

COMMENTAIRES

Par M'hamed JAIBI

Une Assemblée sans «opposition»

Ceux qui ont rédigé la Constitution — nous le savons parce qu'il s'agit d'un événement historique très récent — étaient de divers bords, de sorte qu'il n'est pas correct de faire assumer

la responsabilité de quelque pierre d'achoppement en son sein à qui que ce soit parmi les députés de la défunte ANC. Et, même si l'on peut s'accorder, aujourd'hui, sur le fait que cette Constitution

est bonne, il faut reconnaître que, comme tous les textes juridiques, elle recèle des faiblesses, certaines incohérences et quelques inepties.

POLEMIQUE À LA TÉLÉ

La responsabilité est individuelle

Par Hella LAHBIB

ENTRETIEN AVEC **PAOLO GENTILONI, CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE**

Pour l'Italie, la Tunisie est un partenaire stratégique

En visite officielle en Tunisie, M. Paolo Gentiloni, ministre italien des Affaires étrangères, a réaffirmé l'engagement ferme de l'Italie à appuyer le processus de transition démocratique en Tunisie et le raffermissement des relations bilatérales à tous les niveaux. Pour le chef de la diplomatie italienne, la crise libyenne est une pièce cruciale des enjeux de stabilisation politique et de réforme dans toute la région méditerranéenne, et même au-delà. Ce qui se passe en Libye a des effets profonds des deux côtés de la Méditerranée. Cette crise est à un tournant critique, caractérisée par une volatilité extrême, pour les aspects de sécurité et pour le processus de dialogue politique. Interview.

Monsieur le ministre, c'est votre première visite en Tunisie après les élections législatives et présidentielle dans notre pays. Dans quel cadre s'inscrit cette visite officielle ?

Ma visite à Tunis est l'occasion pour confirmer, encore une fois, le plein soutien de l'Italie à la voie que la Tunisie a choisi de prendre, récemment marquée par les élections législatives et présidentielle aussi bien que par la formation d'un nouveau gouvernement. Nous attachons une grande importance au succès de la transition tunisienne, comme exemple vertueux des efforts du peuple tunisien pour contribuer à la stabilité de la région entière. Dans ce but il est dans notre intention de renouveler aux autorités tunisiennes la volonté de continuer à renforcer les relations bilatérales dans les domaines politique, économique, sécuritaire et social. Le cadre de référence, caractérisé par des relations italo-tunisiennes étroites, historiques et d'amitié, est très favorable à une collaboration efficace et pour atteindre nos nombreux objectifs communs. Par conséquent, c'est avec un grand plaisir que je suis en visite en Tunisie aujourd'hui pour rencontrer le président de la République et les représentants du nouveau gouvernement et de l'Assemblée des représentants du peuple, qui ont déjà démontré une grande disponibilité pour relever les nombreux défis de la Tunisie au niveau interne et international.



mique entre l'Italie et la Tunisie. L'Italie, comme vous l'avez remarqué, a une présence historique en Tunisie. Nous sommes le deuxième client. Le deuxième fournisseur et historiquement le deuxième investisseur en Tunisie. La croissance des échanges commerciaux est constante. Les entreprises à participation italienne sont au nombre de 800 environ. Celles-ci emploient plus de 60.000 personnes et représentent à peu près un quart du nombre total des sociétés à participation étrangère. Pour l'Italie, la Tunisie est un partenaire stratégique dans la région méditerranéenne. La ligne de crédit assurée par le gouvernement italien en faveur des PME tunisiennes témoigne de notre volonté d'accompagner et de soutenir la reprise économique du pays. Il s'agit de financements pour un total de 73 millions d'euros qui sont destinés à des acquisitions en Italie de biens d'équipement qui alimentent un flux commercial constant à double sens, en permettant de nouer des relations industrielles durables entre les deux rives.

Non seulement le gouvernement italien, mais aussi notre secteur privé croit fermement au potentiel de ce pays, tel qu'en témoigne la participation toujours massive de nos entreprises à tous les forums sur les investissements et aux salons internationaux organisés en Tunisie. C'est dans ce contexte qu'ont pris forme l'idée d'une task-force italo-tunisienne pour le renforcement de notre partenariat économique bilatéral — déjà bien élevé — et la création de conditions favorables au développement de nouvelles joint-ventures italo-tunisiennes sur les marchés

émergents, surtout en Afrique. A ce propos, on doit réfléchir ensemble sur des synergies de « coopération trilatérale » à géographie variable, non seulement de pénétration régionale en Afrique, en se prévalant du rôle de « plaque tournante » (hub) de la Tunisie, mais également de collaboration sur le marché européen, apte à permettre, à travers des formes de partenariat, aux entreprises tunisiennes de se globaliser et de gagner en compétitivité grâce au partenariat avec l'Italie. Enfin, n'oublions pas la participation de la Tunisie à l'Expo de Milan 2015 qui représentera une occasion pour valoriser les opportunités de collaboration économique, de l'industrie à l'agriculture, sur le territoire tunisien.

Quelle est la nouvelle stratégie adoptée par votre pays pour faire face à la nouvelle vague de migration clandestine ?

Comme vous le savez, l'Italie a mis en place en octobre 2013 une opération nationale maritime de recherche et sauvetage en mer pour éviter que de nouvelles tragédies, telles que le naufrage de l'île de Lampedusa en septembre 2012 ou celui près de la côte de Lampedusa en octobre 2013, ne se reproduisent. Nous avons maintenant bien insisté auprès de nos partenaires européens pour que le phénomène de la migration irrégulière à travers la Méditerranée soit perçu en tant que défi pour l'ensemble de l'Union européenne et pas seulement pour les pays de première arrivée des flux de migrants. Le lancement de l'opération conjointe « Triton », coordonnée par l'Agence européenne Frontex, est justement une première réponse commune au défi représenté par la nouvelle vague de migration irrégulière, qui réunit en même temps la fonction des contrôles de frontière (sa mission principale) avec les obligations découlant du droit de la mer d'intervenir au secours des bateaux en difficulté.

Pour l'Italie, la priorité est de gérer les flux migratoires par une coopération efficace avec les pays d'origine et de transit des migrants. Malheureusement il n'est pas possible de travailler avec les autorités libyennes dans la gestion de la migration, en raison de la situation politique interne sévère. On doit donc dialoguer avec les voisins de la Libye et les pays d'origine des migrants. Au cours de la présidence de l'Union européenne, l'Italie a lancé, conjointement avec la

Commission européenne et l'Union africaine, une nouvelle initiative dans le domaine de la migration, nommée « Processus de Khartoum », pour entamer un dialogue politique en matière de migration avec les pays de l'UE, les pays de la Corne de l'Afrique et les pays de transit principal de la Méditerranée, ainsi que les organisations internationales compétentes.

Quelle est la position italienne face à la situation actuelle en Libye ?

La crise libyenne est une pièce cruciale des enjeux de stabilisation politique et de réforme dans l'entière région méditerranéenne, et même au-delà. Ce qui se passe en Libye a des effets profonds des deux côtés de la Méditerranée. La crise libyenne est à un tournant critique, caractérisée par une volatilité extrême, pour les aspects de sécurité et pour le processus de dialogue politique.

Le succès du dialogue politique est chaque jour plus urgent afin d'empêcher la descente de la Libye dans le chaos. Il n'existe pas de solution militaire de la crise, mais les derniers développements dans le pays sont un sérieux avertissement: le temps pour résoudre la crise libyenne n'est pas infini. A plusieurs reprises, l'Italie s'est déclarée prête à envisager sa participation, dans un rôle de premier plan, dans le cadre de mécanismes internationaux de surveillance du cessez-le-feu, à la demande libyenne et conformément à la définition d'une base juridique spécifique et d'un mandat des Nations unies.

Nous avons, d'ailleurs, accueilli favorablement les progrès accomplis dans le processus politique, sous l'égide de l'ONU et de son représentant spécial, Bernardino Leon. Il est nécessaire maintenant d'intensifier la pression sur toutes les parties, afin de permettre la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Un processus qui doit être pleinement inclusif et approprié par l'ensemble du peuple libyen, pendant que les parties régionales devraient utiliser leur influence pour encourager l'engagement constructif des acteurs locaux. Dans ce contexte, il est crucial de réintégrer les modérés dans le processus politique, et en même temps de marginaliser les extrémistes: le renforcement des modérés est en effet la clé du succès du dialogue et le meilleur moyen de progresser vers la stabilisation du pays.

Propos recueillis par **Saïd BENKRAÏEM**